



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 25 juin 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
25 juin 2026
n° 24 / 8133^e
pages 1113 à 1160



ÉDITORIAL

1113 Gouverner..., Thierry Revet

ACTUALITÉS

- 1116 Internet (contenu pornographique) : mesures de protection des mineurs
- 1116 Dirigeant (responsabilité) : préjudice personnel d'un actionnaire
- 1117 Société (dissolution pour justes motifs) : pas d'action pour les créanciers personnels
- 1117 Société à responsabilité limitée (gérant) : obligation de loyauté et de fidélité
- 1118 Paiement (créancier apparent) : usurpation d'identité du créancier
- 1119 Filiation (adoption) : assistance médicale à la procréation à l'étranger
- 1119 Promoteur immobilier (responsabilité) : recours à des contrats de louage d'ouvrage
- 1121 Rupture conventionnelle (validité) : salarié en arrêt de travail
- 1122 Compétence européenne (droit de la personnalité) : série télévisée ou sur internet
- 1122 Immunité d'exécution (État étranger) : mesure instituée par l'Union européenne

POINTS DE VUE

- 1123 Open data & open access juridictionnels : chiche ?, Mathieu Touzeil-Davina
- 1125 L'impasse des 90 000 personnes en détention, Éric Senna

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1134 **Panorama** : Droit de l'exécution, Anne Leborgne et Jean-Denis Pellier
- 1146 **Notes** : Responsabilité du fait des produits défectueux : les directives passent, la jurisprudence reste, note sous CJUE 26 mars 2026, Jean-Sébastien Borghetti
- 1152 La rétroactivité de l'imprescriptibilité des actions en nullité des titres de propriété industrielle : la fin d'un débat et une méthode de lecture ?, note sous Com. 28 janv. 2026, Matthieu Dhenne

ENTRETIEN

- 1160 Bernard Beignier – La loi prévention des inondations



Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,
LEFEBVRE SARRUT
10 place des Vosges – 92400 Courbevoie
542 052 451 RCS Nanterre
recueil@dalloz.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN TANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Sarrut
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DELESALLE SORDET
DIRECTRICE
DE LA RÉDACTION CIVIL, PÉNAL ET IMMOBILIER,
CORINNE GENDRAUD

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BENABENT, NICOLAS DUBAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉZALE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCAL DEUNGER

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD

RÉDACTION

Maiëlle HARSCOUËT DE KERAVEL

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMEIL MENNESSIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Etranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juin 2026

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges – 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Thierry Revet

1113

Gouverner...



ACTUALITÉS

1116

DROIT DES AFFAIRES

Commerce électronique
Internet (contenu pornographique) :
mesures de protection des mineurs,
CJUE 16 juin 2026

Entreprise en difficulté
Dirigeant (responsabilité) :
préjudice personnel d'un actionnaire,
Com. 17 juin 2026

Société et marché financier
Société (dissolution pour justes motifs) :
pas d'action pour les créanciers personnels,
Civ. 3^e, 11 juin 2026

Société à responsabilité limitée (gérant) :
obligation de loyauté et de fidélité,
Com. 17 juin 2026

Société anonyme (assemblée) : utilisation
de données personnelles des salariés,
Com. 17 juin 2026

Information privilégiée (médias) : divulgation
par un dirigeant politique, CJUE 18 juin 2026

1118

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance
Paiement (créancier apparent) : usurpation
d'identité du créancier, Com. 17 juin 2026

Conseil en gestion (responsabilité) :
investissement immobilier locatif,
Com. 10 juin 2026

Famille-Personne-Succession
Partage (attribution préférentielle) : date
d'exigibilité de la soule, Civ. 1^{re}, 10 juin 2026

Filiation (adoption) : assistance médicale à la
procréation à l'étranger, Civ. 1^{re}, 10 juin 2026

1119

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme
Promoteur immobilier (responsabilité) :
recours à des contrats de louage d'ouvrage,
Civ. 3^e, 11 juin 2026

1120

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen
Données personnelles (traitement) :
procédure judiciaire contre des salariés,
CJUE 18 juin 2026
Conflit de lois (règlement Rome I) : contrat
financier sur différence, CJUE 18 juin 2026

1121

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail
Rupture conventionnelle (validité) : salarié
en arrêt de travail, Soc. 17 juin 2026
Formation (obligation) : sanction
du non-respect par l'employeur,
Soc. 17 juin 2026

1122

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile
Compétence européenne (droit de la per-
sonnalité) : série télévisée ou sur internet,
CJUE 18 juin 2026

Voie d'exécution
Immunité d'exécution (État étranger) :
mesure instituée par l'Union européenne,
Civ. 1^{re}, 17 juin 2026



POINTS DE VUE

1123

Open data & open access juridiques : chiche ?
par Mathieu Touzeil-Davina

1125

L'impasse des 90 000 personnes en détention
par Éric Senna



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1127

Retrait litigieux et procédures collectives :
un régime perfectible
par Michael Tota

PANORAMA

1134

Droit de l'exécution
mai 2025 – mars 2026
par Anne Leborgne et Jean-Denis Pellier

NOTES

1146

Responsabilité du fait des produits défectueux :
les directives passent, la jurisprudence reste,
note sous C.J.E.U. 26 mars 2026
par Jean-Sébastien Borghetti

1152

La rétroactivité de l'imprescriptibilité des actions
en nullité des titres de propriété industrielle :
la fin d'un débat et une méthode de lecture ?,
note sous Com. 28 janv. 2026
par Matthieu Dhenne



ENTRETIEN

1160

Bernard Beignier – La loi prévention des inondations

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

À la une

Responsabilité civile et assurance à l'épreuve des nouvelles technologies

étude par Amandine CAYOL, Emmanuèle LUTFALLA et Hannah WILHELM

Si les nouvelles technologies font émerger des risques inédits, les régimes actuels de responsabilité civile et d'assurance disposent néanmoins des ressources nécessaires pour y répondre.

© Gazette du Palais_Généré à l'aide de l'IA



Actualité

La médiation libérale tient son premier congrès national

focus

Technique

Un nouvel outil pour lutter contre certaines fraudes bancaires : le fichier national des comptes bancaires signalés pour risques de fraude

étude par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

Jurisprudence

Vers une triple motivation de l'exécution provisoire du mandat de dépôt à effet différé

note par Guillaume BEAUSSONIE
sous Cons. const., QPC, 30 avr. 2026

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Alain SAURET

Membre du conseil scientifique de FIDERE Avocats

• Alexis BUGADA

Professeur à l'université d'Aix-Marseille

• Geoffroy DE RAINCOURT

Avocat au barreau de Paris, associé gérant, FIDERE Avocats

• Jessica ATTALI-COLAS

Maître de conférences à l'université Jean Moulin (Lyon 3)

AVEC LA PARTICIPATION DE

Olivier ANFRAY, Ben Mohamed HAMADA, Salira HARIR, Gauthier LACROIX, Géraud MÉGRET, Antoine PHILIPPON, Vincent ROCHE,
Delphine RONET-YAGUE, Vincent ROULET, Sophie SERENO et Christine SIHARATH

Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense

92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuiltable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuiltable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement, sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL491z3 ■ La médiation libérale tient son premier congrès national 3
- GPL491z1 ■ À Nantes, les avocats mettent le pied dans la porte du LRA 4
- GPL492c5 ■ Plan IA du ministère de la Justice : le garde des Sceaux sollicite la legaltech 6
- GPL490y5 ■ « Il y a un renforcement de la figure du procureur » entretien avec Julien LARRÈGUE 8
- GPL491v2 ■ Pour mieux agir face aux violences, faudrait-il supprimer l'incapacité totale de travail ? Commençons par l'utiliser correctement libres propos par Patrick CHARLOT, Léonie KWAKYE FRYDMAN et Fanny SALMON 10

Technique

- GPL491m2 ■ Un nouvel outil pour lutter contre certaines fraudes bancaires : le fichier national des comptes bancaires signalés pour risques de fraude étude par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE 13

Doctrine

- GPL488v1 ■ Responsabilité civile et assurance à l'épreuve des nouvelles technologies étude par Amandine CAYOL, Emmanuèle LUTFALLA et Hannah WILHELM 17

Jurisprudence

- GPL49110 ■ Vers une triple motivation de l'exécution provisoire du mandat de dépôt à effet différé note par Guillaume BEAUSSONIE sous Cons. const., QPC, 30 avr. 2026 20
- GPL491m0 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 23
- GPL49116 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 28
- GPL491n3 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la presse par François FOURMENT et Philippe PIOT en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL491n3> 
- GPL491n4 ■ Panorama de jurisprudence de la cour d'appel de Paris sous la coordination scientifique de Cécile CHAINAIS et Sylvain JOBERT en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL491n4> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL490k2 ■ Antoine Brillatz, bâtonnier du barreau de Tours 31

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE 33

Sous la responsabilité scientifique de

Alain SAURET, Alexis BUGADA, Geoffroy DE RAINCOURT et Jessica ATTALI-COLAS

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 26 du 25 juin 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



CORRUPTION

3 QUESTIONS - Un nouveau cadre de lutte contre la corruption au sein de l'Union européenne

N° 579 - Par Bernard CAZENEUVE

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE

Commerce en ligne : le CNC propose un encadrement renforcé des plateformes extra-européennes

N° 580

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Code civil 2027

N° 581

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Code de procédure civile 2027](#)

N° 582

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

[Start-up greentech : innovation, protection et financement](#)

N° 583

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Réforme de la publicité des cessions de parts de société civile et autres mesures](#)

N° 584 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Frais bancaires sur succession : le Conseil constitutionnel censure la gratuité obligatoire mais valide le plafonnement](#)

N° 585

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

[N'est pas créancier apparent le tiers qui usurpe l'identité du créancier](#)

N° 586

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT EUROPÉEN

[Feu vert du Conseil de l'UE pour les nouvelles règles en matière de filtrage des investissements étrangers](#)

N° 587

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

[Lutte contre le blanchiment : l'AMF pointe des insuffisances persistantes chez les acteurs financiers](#)

N° 588

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Cession d'entreprise : simplification de l'information des salariés et nouveaux points de vigilance pour les commissaires aux comptes](#)

N° 589

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Qualité à agir d'un actionnaire en responsabilité contre le dirigeant et monopole du liquidateur](#)

N° 590

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Divulgarion d'informations privilégiées : la CJUE précise les droits et limites des responsables politiques

N° 591

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Publication du code de bonnes pratiques sur le marquage et l'étiquetage des contenus générés par l'IA

N° 592

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Omnibus numérique : le Parlement européen valide les mesures de simplification

N° 593

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Omnibus IV : accord provisoire pour aider les entreprises de taille moyenne à accélérer la numérisation

N° 594

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Création d'une société concurrente : violation du devoir de loyauté et de fidélité du gérant de SARL

N° 595

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Atteinte à la confidentialité des données et recevabilité de la preuve en cas d'opérations de vote irrégulières

N° 596

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Droit à réparation du salarié : préjudice exigé en cas de non-respect de l'obligation de formation

N° 597

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Contrôle d'accès et des horaires au travail

N° 598

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Rupture conventionnelle proposée durant un arrêt de travail : discrimination en raison de la santé ?

N° 599

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

OIT : adoption d'une convention historique visant à mieux protéger les travailleurs des plateformes numériques

N° 600

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Réduction générale des cotisations patronales et règles de calcul pour 2026

N° 601

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | DROIT DOUANIER

Commerce UE - États-Unis : le Parlement valide la législation sur les droits de douane

N° 602

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Crédit d'impôt recherche et dépenses se rapportant à des immobilisations revêtant la nature de prototypes

N° 603

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Assemblée sous tension - Vade-mecum du président

N° 1204 - Par Jean-Pierre CORON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

L'incompréhensible interdiction d'exercer le retrait litigieux pendant l'exécution du plan de redressement

N° 1205 - Par Michael TOTA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

De la vente aux enchères publiques de meubles autorisée par le juge-commissaire dans le cadre du redressement judiciaire

N° 1206 - Par Aziber DIDOT-SEÏD ALGADI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ - Administration de l'entreprise - Acte de gestion courante - Cession de véhicule

N° 1207

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ - Nullités de la période suspecte - Compensation - Connaissance de la cessation des paiements

N° 1208

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Absence de devoir de mise en garde du prestataire de services de paiement et portée du devoir de vigilance

N° 1209 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

La protection de la voix au croisement des régimes juridiques

N° 1210 - Par Sarah BERET

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Droit du travail

N° 1211 - Par Bernard TEYSSIÉ , Bernard BOSSU , Lydie DAUXERRE , Émeric JEANSEN et Yannick PAGNERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Le coût des travaux immobiliers réalisés par une SCI ne permet pas de qualifier une activité commerciale

N° 1212 - Par Emmanuel CRUVELIER

[Consulter le PDF](#)

PRATIQUE P. 11**DROIT FISCAL**

Fonds successoraux bloqués : haro sur les articles 806, III, et 807 du CGI !

par Olivier Vix**ACTUALITÉS** P. 5**DROIT FISCAL**

Droits de succession : date d'opposabilité à l'Administration d'une convention de préciput

RURAL

Vente par la SAFER à titre de professionnel : devoir d'information sur l'adéquation entre le bien et l'usage prévu

PROFESSIONS

Modalités de légalisation des actes publics étrangers destinés à être produits devant les autorités françaises

DOCTRINE P. 16**PERSONNES / FAMILLE**

Le mandat de protection future à l'épreuve du numérique en santé

par Jean Lefebvre**CHRONIQUES** P. 20**DROIT FISCAL**

Fiscalité du patrimoine

par Gilles Bonnet
et Christophe Vernières

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF232g7 ■ Droits de succession : date d'opposabilité à l'Administration d'une convention de préciput

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF232g3 ■ Assistance médicale à la procréation : dispositif transitoire d'adoption et consentement du mineur de plus de 13 ans

RURAL

DEF232g4 ■ Vente par la SAFER à titre de professionnel : devoir d'information sur l'adéquation entre le bien et l'usage prévu

PROFESSION

DEF232g5 ■ Modalités de légalisation des actes publics étrangers destinés à être produits devant les autorités françaises

PRATIQUE P. 11

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF232b3 ■ Fonds successoraux bloqués : haro sur les articles 806, III, et 807 du CGI !
par **Olivier Vix**

DOCTRINE P. 16

DEF232d8 ■ Le mandat de protection future à l'épreuve du numérique en santé
par **Jean Lefebvre**

CHRONIQUES P. 20

DEF232g2 ■ Fiscalité du patrimoine
par **Gilles Bonnet** et **Christophe Vernières**

VIE PRO P. 25

OFFRES ET DEMANDES P. 28

INDICES P. 32

NOUVEAU PODCAST
**Profession
Notaire**

DEFRÉNOIS  L'ASSEMBLÉE
DE LIAISON
DES NOTAIRES
DE FRANCE



Ce podcast propose des réflexions structurantes pour la profession, fruits des débats de l'Assemblée de Liaison des Notaires de France.

Animé par **Liliane Ricco**,
Rédactrice en chef du DeFrénois

SAISON 4 : L'entreprise notariale

Avec **M^e Stéphane Barre**, notaire à Le Puy-en-Velay et rapporteur général de la 76^e session de l'Assemblée de Liaison des notaires de France.
Épisode 3 : le plan de continuité d'activité (PCA) et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).



SCAN ME



QUESTION D'ACTUALITÉ

IA ET PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

Le point sur la proposition de présomption d'utilisation des contenus protégés par l'IA.

28


www.efl.fr


À LA UNE

Bourse - Publication d'une information privilégiée : mode d'emploi

21

Question pratique - Règlement prospectus : une mise en cohérence attendue du droit français

31

Sociétés - Comment appliquer le délai de deux ans permettant aux actionnaires d'exiger des convocations papier ?

4

Concurrence - Affaire Apple : sanctions pour répartition de clientèle et abus de dépendance économique

24


Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Opposition des actionnaires à la convocation électronique
- 5 - Actions gratuites attribuées à un salarié devenu dirigeant
- 5 - Désignation d'un commissaire aux apports malgré une incompatibilité
- 6 - Perception de la rémunération de l'activité d'un associé de société d'administrateurs judiciaires
- 7 - Validité d'une clause d'éviction statutaire
- 8 - Sociétés de géomètres-experts

Entreprise en difficulté

- 9 - Procédure collective de l'entrepreneur individuel
- 10 - Report de la date de cessation des paiements

Contrats

- 11 - Validité d'une transaction
- 11 - Dol par allégation mensongère
- 12 - Obligation de conseil d'un vendeur professionnel

Finances de l'entreprise

- 13 - Saisie administrative : sanction du tiers détenteur défaillant
- 14 - Action paulienne contre un acte à titre onéreux

Biens de l'entreprise

- 14 - Destination d'un bail commercial

Consommation

- 15 - Contrat visant à créer un site internet
- 16 - Prêt à taux variable : sanction du défaut d'information annuelle

Compliance

- 17 - Condamnation pour financement d'une entreprise terroriste
- 19 - Vérificateur de durabilité désigné avant le report des obligations de la directive CSRD

Et aussi...

- 20 - Responsabilité du fait des choses

Commentaires

- 21 - Publication d'une information privilégiée : mode d'emploi
- 24 - Sanctions pour répartition de clientèle et abus de dépendance économique

Question pratique

- 31 - Règlement prospectus : une mise en cohérence attendue du droit français

Veilles

- 35 - Veille législative
- 35 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



28

IA ET PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE : LE POINT SUR LA PROPOSITION DE PRÉSUMPTION D'UTILISATION

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

Cession de droits sociaux : pas de garantie d'éviction si le cédant trouble l'activité de l'acquéreur

Cass. com. 11-3-2026 n° 24-17.205 F-B : Décisions 372

L'acquéreur de droits sociaux ne peut pas invoquer la garantie d'éviction du fait du cédant si ce dernier n'empêche pas l'activité de la société cédée mais celle de l'acquéreur.

Un pacte d'associés est conclu par défaut pour la durée de la société restant à courir

Cass. com. 11-3-2026 n° 24-21.896 FS-B : Décisions 376

Sauf éléments intrinsèques ou extrinsèques contraires, un pacte d'associés sans terme exprès est réputé conclu pour la durée restant à courir de la société dont les parties sont associées.

Prononcé d'une sanction personnelle : la preuve d'une insuffisance d'actif n'est pas requise

Cass. com. 12-6-2025 n° 24-13.566 F-B : Décisions 384

Le prononcé d'une sanction de faillite personnelle ou d'interdiction de gérer contre le dirigeant d'une société en liquidation judiciaire n'est pas subordonné à la preuve de l'existence d'une insuffisance d'actif de la société.

La banque n'a pas à alerter son client sur les risques de l'investissement qu'il envisage

Cass. com. 25-3-2026 n° 25-10.353 F-B : Décisions 387

La banque qui exécute des virements sur ordre d'un client souhaitant réaliser un investissement sur un marché à risque n'est pas tenue de le conseiller ou de le mettre en garde quant aux risques engendrés par cet investissement.

Engagement des biens communs en cas de

disproportion du cautionnement d'un des époux

Cass. com. 5-11-2025 n° 24-18.984 F-B : Décisions 391

Lorsque des époux communs en biens se sont rendus caution d'une même dette dans un même acte, la disproportion du cautionnement de l'un d'eux, qui n'en entraîne pas la nullité, ne remet pas en cause son consentement exprès au cautionnement de l'autre.

Un propos dénigrant ne peut constituer un acte de concurrence déloyale que s'il est rendu public

Cass. com. 7-1-2026 n° 24-18.085 F-B : Décisions 397

Des courriels dénigrants internes à une entreprise ne peuvent caractériser un acte de concurrence déloyale que s'ils ont été adressés à un tiers.

Contrat de consommation et clause attributive de juridiction

Cass. 1^e civ. 25-3-2026 n° 24-21.790 FS-BR : Décisions 408

En cas de contrat conclu avec un consommateur, une clause attributive désignant une juridiction étrangère ne peut pas priver le consommateur du droit de saisir les juridictions françaises s'il est domicilié en France au moment de l'introduction de l'instance.

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

La nullité de la lettre de mission comme sanction du conflit
d'intérêts affectant le commissaire aux apports → PAGE 33

Alain COURET

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Management packages, ManCo et abus de droit → PAGE 9

Jean-Louis MÉDUS

DOCTRINE

Une première étape vers l'adoption d'un « 28^e régime » :
la proposition de règlement européen sur la société « EU Inc. » → PAGE 37

Thomas MASTRULLO

ÉCLAIRAGE

Directive *Insolvabilité III*, quelles incidences pour demain ? → PAGE 3

Julien THÉRON

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJS204q7 • **Directive *Insolvabilité III*, quelles incidences pour demain ?** 3
Julien THÉRON

DROIT COMMUN

- BJS204q8 • **Radiation d'office du RCS et procédure en cours** 7
Bruno DONDERO – CA Aix-en-Provence, 6 mai 2026, n° 22/14054

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS204q6 • **Management packages, ManCo et abus de droit** 9
Jean-Louis MÉDUS – CE, 8^e et 3^e ch. réunies, 7 mai 2026, n° 493083
- BJS204q9 • **Nullité des augmentations de capital : domaine de l'ancienne prescription hyper-abrégée** 19
Bruno DONDERO – Cass. com., 1^{er} avr. 2026, n° 24-20.707, F-B
- BJS204q2 • **Cession d'actions et engagement de rembourser le compte courant de la cédante : une concomitance délicate** 22
Jean-François BARBIÈRI – CA Montpellier, ch. com., 5 mai 2026, n° 25/00617

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS204q5 • **Le refus de proroger une société à l'épreuve de l'abus de minorité** 25
Thibault DE RAVEL D'ESCLAPON – CA Bordeaux, 1^{re} ch. civ., 12 mai 2026, n° 23/04242
- BJS204r2 • **Une violation du règlement intérieur sans influence sur le contrat de cession des titres sociaux** 27
Rémi DALMAU – Cass. com., 28 mai 2026, n° 25-11.331, F-D
- BJS204r0 • **La faute séparable des fonctions du dirigeant d'association : conception élargie ?** 30
Bruno DONDERO – Cass. 1^{re} civ., 9 avr. 2026, n° 25-13.282, F-D

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS204q3 • **La nullité de la lettre de mission comme sanction du conflit d'intérêts affectant le commissaire aux apports** 33
Alain COURET – Cass. com., 26 mai 2026, n° 25-13.211, F-B

DOCTRINE

- BJS204q4 • **Une première étape vers l'adoption d'un « 28^e régime » : la proposition de règlement européen sur la société « EU Inc. »** 37
Thomas MASTRULLO

[Accéder à tous les numéros de la revue](#)

[Numéro précédent](#)

Rechercher dans ce numéro de re

N° 6 - 25 juin 2026 | [Revue Pratique Droit des Affaires](#)



Revue Pratique Droit des Affaires - N° 6 - 25 juin 2026

Actualités

CONTRATS D'AFFAIRES

L'abus d'état de dépendance selon la troisième chambre civile de la Cour de cassation

Par Frédéric Buy

Clause résolutoire : validité des clauses-balai

Par Frédéric Buy

CONCURRENCE ET MARCHÉS NUMÉRIQUES

Objet anticoncurrentiel : de l'importance du contexte juridique et économique (à propos d'un accord de non-débauchage)

Par Rafael Amaro

Abus de dépendance économique : épilogue du chapitre « public enforcement » dans l'affaire eBizzcuss c/ Apple

Par Rafael Amaro

DMA : annulation partielle de la désignation de Meta comme contrôleur d'accès

Par Rafael Amaro

BIENS DE L'ENTREPRISE

La valorisation publique des inventions à l'épreuve de la cession de brevet

Par Diogo Costa Cunha

RSE / COMPLIANCE / VIGILANCE

Droit au compte, liste noire de l'OFAC et LCB-FT

Par Cécile Granier

La Commission européenne sanctionne Temu pour une violation du Digital Services Act

Par Antoine Oumedjkane

Précisions européennes sur le registre des bénéficiaires effectifs

Par Valentin Schabelman

Le gel des biens détenus par un trust compatible avec les sanctions européennes

Par Brune-Laure Dugourd

18 propositions pour réformer la convention judiciaire d'intérêt public

Par Antoine Oumedjkane

CRÉDIT, FINANCEMENT ET PAIEMENT

Précisions des modalités de transfert et du nantissement des crypto-actifs

Par Brune-Laure Dugourd

Divulgarion d'une information privilégiée et liberté d'expression

Par Nicolas Ida

Sociétés

Focus

Loi de simplification et baux commerciaux

Par Clément Fabre, Nadège Jullian

L'affaire Lafarge : should I stay or should I go ?

Par Marie de Pinieux

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Contrats Concurrence Consommation, n° 7 du 01 juillet 2026

Sommaire du numéro

Repère



CONCENTRATIONS D'ENTREPRISES

Renouveler l'analyse des concentrations avec la théorie des « aptitudes »

N° 7 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

Chronique « Un an de... »



PRATIQUES RESTRICTIVES

Un an de droit de la rupture brutale de relations commerciales établies

N° 3 - Par Claude-Albéric MAETZ

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | DOL

Choix de l'indemnisation plutôt que l'annulation : quel préjudice ?

N° 96 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | DÉPÔT

Imprescriptibilité de l'action en restitution

N° 97 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | CLAUSES ABUSIVES

Pas de recoupement des dispositifs de lutte contre les clauses abusives : l'article 1171 du Code civil ne peut s'appliquer dans le domaine couvert par l'article L. 442-1 du Code de commerce

N° 98 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | ORDRE PUBLIC DE PROTECTION

Ordre public de protection : interdiction d'y renoncer par avance, mais possibilité ensuite de renoncer aux effets acquis de la règle

N° 99 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

Encadrement des aménagements en fin de contrat : renonciation et transaction

N° 100 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

Réflexions sur les relations entre concurrence déloyale et concurrence illicite

N° 101 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE

Résiliation du contrat et paiement du prix convenu

N° 102 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

Identification des parties

N° 103 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | Législation sur les marchés numériques (DMA)

Notion de « contrôleur d'accès » : le Tribunal de l'Union affine sa jurisprudence

N° 104 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ACTIONS PRIVÉES

Suites indemnitaires du cartel des revêtements de sols résilients : l'évaluation du préjudice devant la cour de Paris

N° 105 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

Contentieux de la restitution à la suite de l'anéantissement de la clause abusive et de celui conséquent du contrat : quels droits pour le professionnel ?

N° 106 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | MARCHÉ DE LA CONSOMMATION

Incidence de la loi n° 2026-403 de simplification de la vie économique en droit de la consommation

N° 107 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | SURENDETTEMENT

Appréciation individuelle de la bonne foi des époux débiteurs

N° 108 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PRIX DES LIVRES

Prix

N° 109 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

Clause abusive

N° 110 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)